

## Préparer un audit logiciel : défis et stratégies

Dans le cadre d'un audit logiciel, la quantité et la qualité des données à préparer représentent un problème non négligeable pour les entreprises.

Cependant, celles qui disposent d'un processus structuré de gestion des licences logicielles sont sur un pied d'égalité vis-à-vis des éditeurs de logiciels.

# Table des matières

La stratégie de conformité pré-audit, qu'est-ce que c'est ?	3
Quels sont les éléments qui composent le processus de stratégie de conformité pré-audit ?	3
Est-il facile d'établir une stratégie de conformité pré-audit ?	4
Pourquoi un audit logiciel ?	5
Quelles sont les données nécessaires à la stratégie pré-audit ?	6
La qualité des données, clé de voûte de la stratégie ?	8
Comment gérer le problème des licences manquantes ?	9
Surestimation des besoins, un problème récurrent ?	10
Bilan de conformité : quel est le point de vue de l'auditeur ?	11
Comment réussir son audit logiciel ?	11
Fiche bilan : votre entreprise est-elle prête pour un audit ?	12

# La stratégie de conformité pré-audit, qu'est-ce que c'est ?

**Qu'est-ce qu'un audit logiciel ?** Les audits logiciels permettent aux éditeurs de vérifier sur place l'exploitation d'un logiciel par une entreprise. Pour ce faire, l'éditeur mandate généralement une entreprise de conseil, l'auditeur, et demande à ses clients, qui sont des partenaires contractuels, de lui fournir de multiples informations et accès. L'accompagnement de l'audit représente un investissement important et imprévu pour l'entreprise concernée. Les évaluations et entretiens d'audit demandent beaucoup de temps : ce sont autant de ressources humaines immobilisées.

**L'auditeur** conclut régulièrement que l'entreprise ne possède pas suffisamment de licences pour son usage et enfreint les accords d'exploitation. Il faut donc en acquérir de nouvelles et, le cas échéant, payer des pénalités, ce qui représente un effort budgétaire important.

**Un tel audit logiciel** présente deux grands aspects : les données de l'entreprise d'une part, et les rentrées d'argent de l'éditeur de l'autre. Pour l'éditeur, un audit réussi génère du chiffre d'affaires en détectant des cas de sous-licence ou d'exploitation non conforme du logiciel. Une fois l'audit lancé, l'éditeur fera tout son possible pour maximiser ses recettes potentielles.

**Pour l'entreprise,** un audit logiciel réussi est un audit qui confirme la conformité de l'exploitation des logiciels. La stratégie de conformité pré-audit inclut les points suivants :

1. Disposer des ressources et processus internes nécessaires pour préparer et gérer l'audit.
2. Disposer des outils nécessaires pour soutenir ces ressources et processus internes, vérifier la qualité des données, les interpréter et préparer des rapports de conformité en amont.
3. Être en mesure de rassembler rapidement et facilement les données nécessaires à un audit de sorte qu'elles soient documentées et vérifiables.

4. Être en mesure de vérifier les résultats de l'audit via une analyse concrète s'appuyant sur ces données afin d'identifier les erreurs et omissions de l'auditeur.
5. Concevoir, piloter, et gérer l'audit dans une relation égalitaire avec l'auditeur jusqu'à ce que les résultats soient corrects selon un accord conclu entre toutes les parties concernées.

**Les entreprises qui n'ont pas de stratégie** de conformité pré-audit se trouvent face à des obligations difficiles à planifier et qui leur coûtent beaucoup de temps et d'argent. La gestion des licences logicielles (SLM) permet de garantir la conformité pré-audit.

**La SLM** permet aux entreprises de suivre leur conformité à tout moment et de mettre simultanément à disposition les données et analyses solides et de qualité nécessaires pour se défendre en cas d'audit. C'est une approche nécessaire, car « (...) la pire erreur qu'une entreprise puisse commettre est de se tenir en retrait et de valider passivement les dispositions, processus et conclusions de l'audit. »<sup>1</sup>

**Un audit logiciel** correspond à un instant particulier de la gestion des licences logicielles. Celle-ci requiert des ressources et processus dédiés. De plus, dans le cadre de cette stratégie de conformité pré-audit, il faut lancer un processus spécifique permettant de réagir aux questions soulevées par l'audit et à la pièce maîtresse, l'audit lui-même.

**Bien que** chaque audit ait ses spécificités, leur déroulement est toujours le même. Les entreprises ont donc tout intérêt à concevoir un cadre de conformité pré-audit. Ce cadre doit inclure les éléments suivants :

La définition des rôles et responsabilités pour l'identification des données de licence, de logiciels et de matériel et pour la mise en conformité

Les outils de gestion des licences logicielles et la situation / les rapports internes de conformité

[1] Overby, Stephanie: How IT Departments Can Prepare for a Software License Audit.  
[http://www.cio.com/article/723392/How\\_IT\\_Departments\\_Can\\_Prepare\\_for\\_a\\_Software\\_License\\_Audit](http://www.cio.com/article/723392/How_IT_Departments_Can_Prepare_for_a_Software_License_Audit) (21.06.2013).

Les recommandations d'encadrement de l'audit étape par étape

Les outils mis en œuvre par l'entreprise pouvant faire office de sources pour les données nécessaires, par exemple :

- Recherche et inventaire  
Altiris®, ILMT, iQuate, LANdesk®, SCCM
- Gestionnaires de virtualisation et outils Active Directory  
AD, virtualisation des applications, Citrix®, VMware®
- Bases de données de gestion de configuration  
Remedy®, ServiceNow®, Valuation

- Gestion des Achats / Dépenses  
Ariba™, PeopleSoft™, SAP®
- Revendeurs
- Systèmes de gestion des contrats  
Emptoris®, Selectica

Sources externes vérifiées pour la SLM permettant de renforcer la position de l'entreprise quant aux données ou à leur interprétation ou de venir pallier le manque de ressources internes.

## Est-il facile d'établir une stratégie de conformité pré-audit ?

**L'objectif d'un audit logiciel** est de croiser les informations de contrats et licences d'une entreprise avec l'utilisation réelle des logiciels. Ce qui, en pratique, est généralement loin d'être simple. On sous-estime souvent la complexité de l'établissement d'un rapport de conformité. En effet, beaucoup croient qu'il ne s'agit que de lister les licences achetées et les installations logicielles et d'en déduire le bilan de conformité. Mais les choses se passent de manière bien plus compliquée : avant de pouvoir effectuer ce comparatif, les données doivent être traitées et ramenées à des métriques comparables.

**Une simple énumération** des licences achetées ne prendrait pas en compte le fait qu'une position d'achat peut inclure plus d'un type de licence. De plus, certains droits d'utilisation ouvrent à l'entreprise acquéreuse plusieurs options d'utilisation. Par exemple, l'application des droits d'utilisation du produit autorise une entreprise à utiliser le logiciel dans la version acquise ou une version antérieure. C'est ce qu'on appelle les droits de rétrogradation. Ces droits peuvent également autoriser l'entreprise à installer une copie du logiciel sur l'ordinateur portable du même utilisateur. Il s'agit du droit à une installation supplémentaire. Or simplement compter les licences ne tiendrait pas compte de ces différents droits d'utilisation.

**D'autre part**, lister les installations logicielles ne suffit pas non plus. Les métriques applicables au décompte jouent un rôle central dans l'évaluation des besoins en licences. Pour les environnements serveur en particulier, il est très rare que l'analyse des besoins repose sur les seules

installations. Pour ce calcul, on fait appel à différents décomptes, par exemple par « Utilisateur nommé », « PVU », par processeur...

**En conséquence, il ne suffit pas** de recenser les logiciels installés pour savoir combien de licences sont nécessaires. La vraie difficulté consiste à prendre en considération des décomptes complexes qui doivent parfois être interprétés de différentes manières. C'est particulièrement vrai pour les grandes entreprises disposant de centres de données importants et d'architectures TIC complexes.

**Se limiter** à compter les achats et les installations conduit souvent à croire que des licences manquent et à surestimer l'utilisation des logiciels et les besoins associés. Ces licences excédentaires peuvent coûter très cher. L'entreprise doit donc pouvoir collecter et traiter correctement les données pour éviter les erreurs de calculs et d'estimations.

**Les outils SLM** ont été développés pour permettre le traitement et la consolidation de ces données complexes compte tenu de toutes les options et spécifications découlant des droits d'utilisation et des règles de décompte. Grâce aux outils SLM, les données sont traitées correctement et avec précision afin d'avoir une vue d'ensemble des licences, de l'utilisation des logiciels et de la situation de conformité.

# Pourquoi un audit logiciel ?

**Pour les éditeurs de logiciels aussi**, un audit représente beaucoup de temps et d'argent. En particulier quand ils ne constatent aucune violation pertinente. Et ils le savent bien. Aussi les éditeurs ne lancent-ils de procédure d'audit logiciel que lorsqu'ils sont certains que le jeu en vaudra la chandelle.

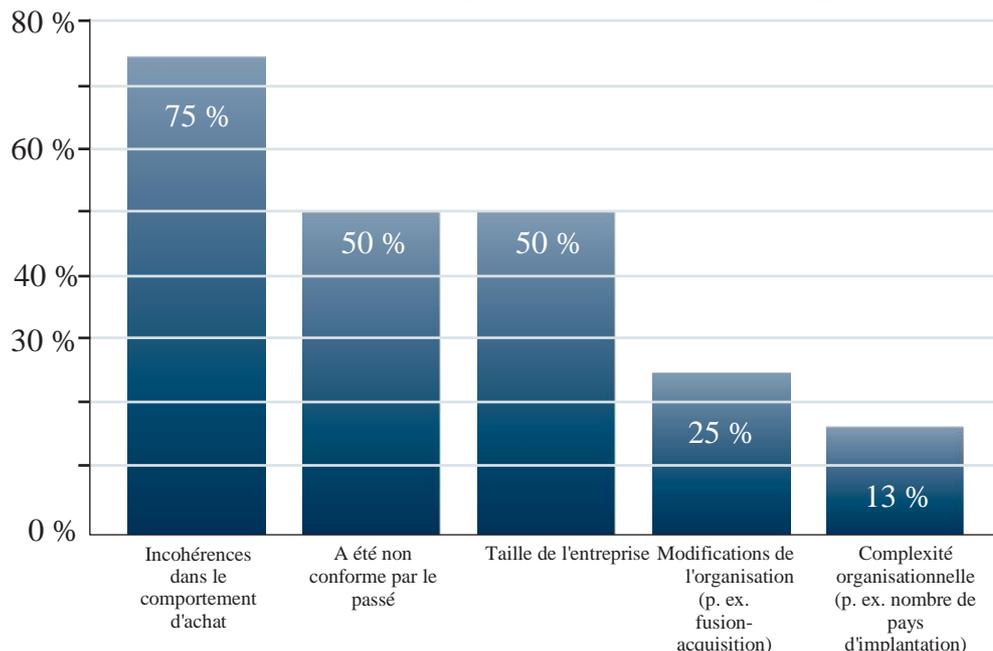
**Un sondage effectué** au Royaume-Uni par Ernst & Young auprès de huit grands éditeurs le confirme. Ce sondage indique que générer des revenus est la motivation première des éditeurs pour lancer un audit logiciel.<sup>2</sup>

**Ernst & Young** conclut que les entreprises ont tout intérêt à rassembler des informations concrètes sur leurs stocks logiciels. Le temps et l'argent investis dans un audit peuvent ainsi être limités, et les pénalités pour non-respect des clauses contractuelles évitées.<sup>3</sup>

**Comme le schéma ci-dessous l'illustre**, la plupart des éditeurs choisissent quelles entreprises auditer en fonction des incohérences dans leur comportement d'achat de licences. Lorsque ce comportement varie trop ou que l'entreprise rompt avec ses habitudes, la probabilité d'être audité par l'éditeur de logiciels augmente. Autre facteur de risque important : avoir déjà été repéré lors d'un audit précédent. Il est également statistiquement prouvé qu'un audit a souvent lieu lorsqu'un contrat de type illimité avantageux pour l'éditeur, comme par exemple un Accord Entreprise Microsoft ou un ULA Oracle, expire.

**Après tout, les éditeurs** lancent des audits pour générer du chiffre. Les grandes entreprises, qui travaillent souvent en partenariat étroit avec les éditeurs de logiciels, ne sont pas oubliées : c'est même elles qui représentent le plus gros potentiel pour les éditeurs. Plus une entreprise est grande, plus elle risque d'être ciblée par un audit, ses investissements en logiciels étant importants.

## Critères d'audit pour les éditeurs de logiciels



[2] Ernst & Young : Software Compliance without tears : Monitoring customers' software usage in a complex world.  
[http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Software\\_asset\\_management\\_survey/\\$FILE/IT%20COMPLIANCE%20WITHOUT%20TEARS.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Software_asset_management_survey/$FILE/IT%20COMPLIANCE%20WITHOUT%20TEARS.pdf) (19.6.2013).

[3] Ernst & Young : Software Compliance without tears : Monitoring customers' software usage in a complex world.  
[http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Software\\_asset\\_management\\_survey/\\$FILE/IT%20COMPLIANCE%20WITHOUT%20TEARS.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/Software_asset_management_survey/$FILE/IT%20COMPLIANCE%20WITHOUT%20TEARS.pdf) (19.6.2013).

# Quelles sont les données nécessaires à la stratégie pré-audit ?

On peut classer les données nécessaires pour gérer un audit en plusieurs niveaux.

## 1<sup>er</sup> niveau : contrats et données commerciales

La couche externe comprend les documents commerciaux relatifs aux achats, c'est-à-dire les preuves d'achat. Il faut ici avoir une vue d'ensemble des contrats signés ainsi que de la date d'achat des licences, de leur nombre et du service de l'entreprise à laquelle chacune est attribuée. La plupart des outils d'achat ne répondent qu'à ces questions superficielles.

En conséquence, il faut que quelqu'un lise chaque contrat d'achat pour en extraire les détails, tels que le décompte applicable à la licence, les droits d'utilisation du produit, les dispositions de maintenance, etc. C'est vrai d'une part pour les licences achetées de manière centralisée par l'entreprise, mais également pour toutes celles acquises individuellement.

## 2<sup>ème</sup> niveau : licences existantes

De plus, des informations de niveau inférieur sont nécessaires. Pour ce faire, le contenu de chaque licence

et des contrats s'y rapportant doit tout d'abord être connu. À ce stade, on répond aux questions suivantes :

- S'agit-il d'une licence de base, d'une mise à jour, ou d'un pur accord de maintenance ?
- Le contrat de licence inclut-il la maintenance ?
- Qu'incluent les droits d'utilisation du produit ?
- Quel décompte est applicable à la licence ?

L'entreprise en mesure de répondre à ces questions connaît sa situation par rapport aux licences existantes.

## 3<sup>ème</sup> niveau : logiciels soumis à licence

Le troisième niveau d'information est technique : il se rapporte à l'inventaire logiciel. Identifier les stocks logiciels est plus difficile qu'il n'y paraît. Un script peut permettre d'inventorier les logiciels installés en collectant les données exécutable du réseau concerné. Mais il s'agit ici de centaines de milliers d'ensembles de données, dont beaucoup ne sont pas pertinents pour les licences.

De plus, il est difficile d'identifier les packs logiciels achetés ensemble sur une liste présentant les installations individuelles. Tout cela complique l'établissement d'un inventaire précis. Trouver les installations de logiciels soumis à licence revient alors à chercher une aiguille dans une meule de foin.

**Est-ce Adobe Photoshop ou Adobe Creative Suite qui est installé ? Si seul Photoshop est installé sur le poste, il est facile d'en déduire qu'il faut une licence pour Photoshop.**

**Mais si le script renvoie une liste de tous les produits installés (par exemple Photoshop, Acrobat, InDesign, Premiere Pro et After Effects), il faut encore décider si chaque installation est indépendante ou si certaines font partie du même pack.**

Or, savoir s'il s'agit d'installation individuelle ou de pack change tout pour la conformité. C'est pour cette raison qu'il faut bien inventorier la situation globale des logiciels soumis à licence et non seulement les installations de logiciels.

#### **4<sup>ème</sup> niveau : l'infrastructure TIC**

Le niveau suivant regroupe les données relatives à l'environnement informatique. Voici quelques questions pertinentes :

- Qui possède l'ordinateur sur lequel le logiciel est installé ?
- À quel service l'utilisateur est-il rattaché ?
- Quelle est la configuration des appareils ?
- Comment l'infrastructure TIC est-elle conçue ?
- Quelles sont les spécificités du partitionnement de la virtualisation serveur ?
- Existe-t-il des grappes de serveurs ?
- Quel est le système d'exploitation du poste sur lequel le logiciel est utilisé ?
- Plusieurs utilisateurs ont-ils accès au même logiciel ?
- S'agit-il de systèmes de test ou de développement ?

Ces informations sont à leur tour pertinentes pour les conditions et dispositions contractuelles de licence (droits d'utilisation par exemple) et impactent fortement certains calculs de décompte.

#### **5<sup>ème</sup> niveau : décomptes et besoins réels en logiciels**

Un simple récapitulatif des achats de licence sous Ariba, PeopleSoft ou sous forme d'un tableau Excel omettrait les clauses contractuelles, mais également les avantages possibles selon le type de décompte utilisé. Il faut ici connaître les dispositions réelles de chaque licence, car c'est là que l'éditeur du logiciel précise les métriques employées et les règles de décompte applicables.

Ce niveau d'informations vise à calculer à l'aide des règles de décompte le nombre de licences nécessaires pour couvrir les besoins de l'entreprise. Ce nombre correspond au besoin effectif en licences. Certains éditeurs proposent plusieurs options de décompte. On peut ainsi avoir des résultats différents à prendre en compte pour chaque environnement. C'est là qu'intervient l'optimisation autorisée par les outils SLM. Les décomptes sont complexes à effectuer, en particulier dans un environnement serveur, pour lequel bon nombre de facteurs différents doivent être pris en compte.

Ces facteurs incluent les détails relatifs au matériel, la configuration, le système d'exploitation et la virtualisation.

**Exemple :** Informations nécessaires au décompte avec les métriques Oracle :

- Nom de l'instance de la base de données
- Statut du serveur
- Logiciels installés
- Nombre de processeurs et sockets
- Type de processeur
- Nombre total de cœurs de processeurs
- Partitions physiques serveur
- Nombre d'utilisateurs nommés
- Paquets de gestion de données

Entreprendre ces calculs sans outils systématiques exigerait énormément de temps et de ressources humaines et serait susceptible de nombreuses erreurs, sans même garantir l'exactitude des résultats.

#### **6<sup>ème</sup> niveau : licences associées**

Le niveau suivant d'informations nécessaires correspond à l'inventaire des accords de mise à jour et de maintenance portant sur les licences de base et l'application des droits d'utilisation. On associe l'utilisation du logiciel aux droits d'utilisation et les accords de mise à jour et de maintenance aux licences de bases. Cet appariement est crucial pour la conformité, car l'absence ou les carences d'une « chaîne de mise à jour et de maintenance » remettent en question la validité de la licence, qui ne peut alors dans le doute plus être comptée comme disponible.

#### **7<sup>ème</sup> niveau : bilan de conformité**

Il s'agit de la dernière couche. On met les licences effectives en regard des besoins effectifs pour en déduire le bilan de conformité.

**Ces sept niveaux** de données nécessaires à la réussite d'un audit sont identiques aux exigences d'une gestion efficace des licences logicielles. Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence. En conséquence, un outil spécialisé de SLM est la clef de voûte d'un plan de collecte et de traitement des données réussi.

Il permet d'en tirer les bonnes conclusions de manière rapide et fiable. Mieux encore, il garantit que les efforts en ce sens restent raisonnables et les résultats de bonne qualité.

# La qualité des données, clé de voûte de la stratégie ?

**Pour réussir son audit**, outre la collecte des données, le contrôle de leur qualité et la vérification des résultats sont indispensables. Des données de bonne qualité permettent de réussir son audit et pose les bases d'une prise de décision adaptée.

**Lorsque le bilan interne** de conformité d'une entreprise est en décalage par rapport à celui de l'auditeur, celui-ci va, au nom de l'éditeur, demander à l'entreprise auditée de prouver la validité des données utilisées. En pratique, c'est systématiquement le cas. Pour prouver à l'auditeur que les données sont correctes, il est recommandé de pouvoir démontrer le contrôle de la qualité des données en chaque point et à chaque niveau. La meilleure stratégie de défense reste d'utiliser un outil SLM qui capture en continu la qualité des données sur l'ensemble du processus, la documente et souligne les faiblesses et les améliorations possibles du processus. Une telle transparence permet d'optimiser les données et d'en améliorer la qualité.

**L'outil mis en œuvre** pour la SLM doit inclure des mesures détaillées d'assurance-qualité aux niveaux système et interface afin de consolider la validité des données importées et traitées. Des fonctionnalités de gestion de la qualité des données spécifiques sont ici nécessaires, notamment des tests et rapports de qualité permanents et automatisés.

Pour les informations utilisées au cours d'un audit, il faut au minimum que l'outil SLM intègre un processus garantissant à l'auditeur la possibilité de suivre les données, de l'extraction brute aux droits d'utilisation produit en passant par les calculs de décompte et de licences effectives.

**Les fonctionnalités complémentaires** pour la gestion de la qualité des données incluent les points suivants :

Analyse de la réussite de l'importation :  
représentation de la part des données fournies  
chargées correctement par le système

chargées correctement par le système et causes de l'échec du chargement des autres données

Chiffres-clés relatifs à la proportion de traitement réussi des licences entrantes, au taux de reconnaissance des données logicielles et au taux de réussite de l'attribution des licences de mise à jour et d'accords de maintenance

La gestion de la qualité des données permet de suivre et de gérer activement la qualité des données et de justifier de la conformité de l'entreprise.

**Pour mieux comprendre les audits logiciels**, il est utile de se pencher, au-delà des aspects relatifs à la qualité des données, sur les raisons qui poussent un éditeur à mandater un audit.

Dans le cadre d'un audit, l'auditeur présente souvent à l'entreprise auditée un récapitulatif des achats de licences effectués auprès de l'éditeur. Chez Microsoft, il s'agit du « Microsoft Licensing Statement (MLS) » ; chez IBM®, on parle de FastPass ou de Passport Advantage Online.

**Ces rapports** indiquent principalement de quelles licences une entreprise dispose auprès d'un éditeur donné. Mais en pratique, ils sont souvent incomplets, car ils n'incluent que certains types d'acquisitions. Ainsi par exemple, le rapport dont disposent les auditeurs pour les audits IBM ne comprend pas forcément tous les achats effectués en dehors du système Passport Advantage ou de certaines entités juridiques d'IBM. Ce qui signifie que les licences incluses dans des packs ou acquises par les canaux Passport Advantage Express, les contrats de licences d'entreprise (ELA), les packs CEO et les contrats ESSO ou iESSO, n'étaient pas nécessairement prises en considération.

# Comment gérer le problème des licences manquantes ?

**Lors d'un audit logiciel** par Microsoft, les données présentées à l'auditeur n'incluent pas les licences pour intégrateurs ni les licences Open. Les rapports mis à disposition des auditeurs dans le cadre de leur audit d'une entreprise, présentent souvent d'autres carences. Les licences acquises après le rachat de l'éditeur par un concurrent, mais avant que le logiciel concerné ne soit intégré dans le portefeuille produit de cet éditeur, n'y sont souvent pas présentées.

Certaines licences transférées au sein de l'entreprise ou lors de l'acquisition d'une autre entreprise n'y sont pas nécessairement non plus reflétées. Il est courant que les licences achetées non de manière centralisée, mais localement soient également oubliées.

**Comment prouver à l'auditeur** le volume réel de licences possédées ? La SLM permet de collecter et de consolider l'ensemble des licences dans toute l'entreprise, afin d'en tirer un rapport complet des licences disponibles.

**Établir des rapports** sur les licences réellement disponibles constitue l'une des tâches les plus élémentaires d'un outil de SLM. Le catalogue central de l'outil inclut les numéros d'article unique (UGS) et les droits d'utilisation produit associés. Lorsque le numéro

UGS est précisé dans la documentation d'achat d'une licence, l'outil SLM peut directement reconnaître cet achat pour y associer les droits d'utilisation concernés.

**Pour que les licences réellement disponibles** dans une entreprise soient toutes saisies sans erreur, tous les achats logiciels doivent être enregistrés en utilisant une clé unique. Cela s'applique aussi bien aux licences acquises de manière centralisée qu'aux licences achetées localement.

**Un outil SLM** intègre également les modifications : mises à jour, retour à une version antérieure, déplacements et transferts. De plus, les preuves originales d'achat ou un système externe de preuves peuvent être intégrés à la documentation de l'outil relative aux licences. Il devient ainsi possible de documenter les achats de licence sans omission, et ce, même des années plus tard.

**Disposer d'un outil SLM** permet également de réagir efficacement à la présentation d'un rapport d'audit logiciel. La documentation interne permet en effet de vérifier si le rapport présenté est complet et correct. En cas de divergences, l'entreprise auditée peut démontrer à l'auditeur quelles licences ne sont pas prises en compte dans son rapport.

**En 2000, Aspera a introduit le premier catalogue UGS. Mais même si les UGS sont d'une importance cruciale, le catalogue Aspera ne s'arrête pas là. Chez Aspera, une équipe dédiée au contenu complète les associations droits d'utilisation produit-UGS.**

**C'est ainsi que SmartTrack peut automatiquement identifier les licences effectives.**

# Surestimation des besoins, un problème récurrent ?

**Au cours d'un audit**, l'auditeur réclame à l'entreprise concernée des données relatives à l'utilisation des logiciels et à leur inventaire. Il faut donc collecter des informations sur les logiciels soumis à licence installés sur les ordinateurs de l'entreprise.

**Pour faciliter cette collecte**, l'auditeur propose généralement des outils ou des scripts dont l'utilisation est gratuite dans le cadre de l'audit. Mais les informations collectées par ces outils sont généralement bien plus complètes que nécessaire. L'auditeur a dès lors accès à des informations pour l'obtention desquelles il n'existe pas de base juridique. L'interprétation étant effectuée de manière unilatérale par l'auditeur ou l'éditeur de logiciel, aucune correction n'est possible. Résultat ? Le croisement manuel des informations sur la base d'informations faussées à l'origine donne souvent lieu à une surestimation des besoins en licences.

Par exemple, l'outil ILMT pour IBM s'appuie sur une base de données avec signatures. Or les dépendances entre différents systèmes d'exploitation auxquels les signatures des logiciels sont attribuées ont pour conséquence qu'un même logiciel est reconnu plusieurs fois, faussant le résultat final. Si la même signature est relevée pour des systèmes d'exploitation différents, mais pour le même logiciel, le système IBM ILMT indique qu'il est installé deux fois.

**D'autres aspects** peuvent avoir pour conséquence une surestimation des besoins : un nom de produit incomplet, une attribution incorrecte du produit ou de l'édition ou la prise en compte de cœurs de processeurs non activés.

**Dans le cas d'un audit logiciel**, il faut valider les données présentées par l'auditeur. Un outil de SLM basé sur catalogue fournit une aide précise en ce sens.

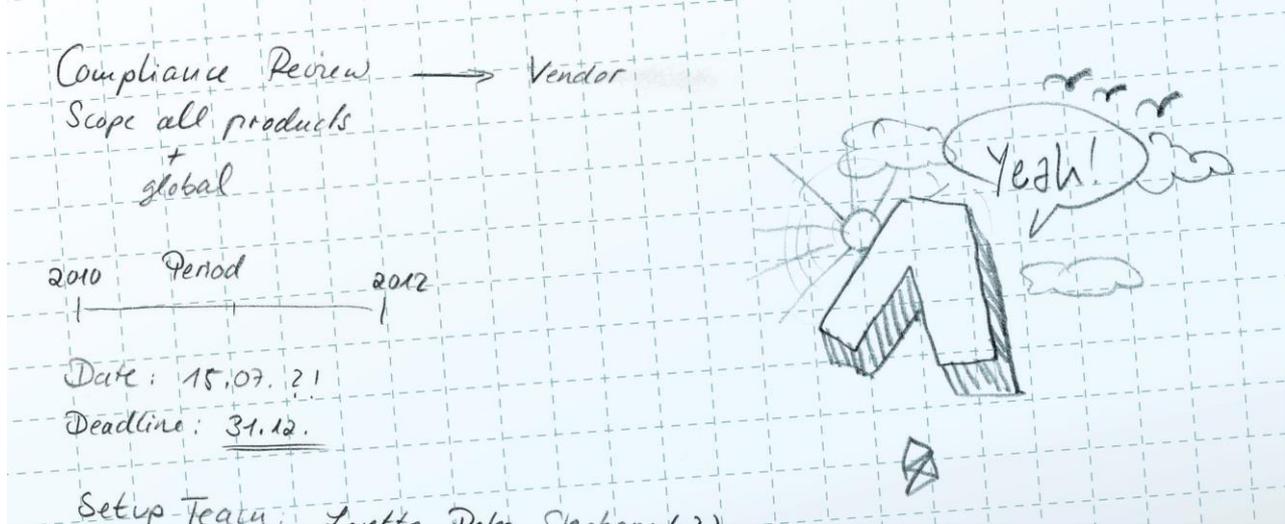
**Un tel outil** utilise des règles de reconnaissance qui, pour une signature donnée, permettent de faire clairement la différence entre une installation individuelle et un pack et de consolider les informations récoltées pour en déduire l'inventaire des logiciels soumis à licence.

**L'utilisation d'un outil SLM** permet de filtrer les informations nécessaires en excluant les données superflues telles que les correctifs ou les patches installés. Sans outil, transformer les informations discrètes sur les installations en inventaire logiciel exigerait énormément de temps et de personnel, sans compter le risque d'erreur lors des opérations manuelles. Or, les audits s'assortissent précisément très souvent de contraintes de temps, et les erreurs peuvent coûter très cher à l'entreprise.

**Une des exigences applicables** aux outils SLM est la transparence. L'utilisateur doit être en mesure de suivre chaque étape du processus depuis la saisie des données scannées au compte final de logiciels soumis à licence en passant par les règles de reconnaissance du catalogue central. C'est une compréhension indispensable à l'utilisateur lorsqu'il doit démontrer la validité des informations et résultats aux auditeurs.

**L'outil de gestion des licences logicielles doit être transparent.  
L'utilisateur doit être en mesure de suivre chaque étape du processus depuis la saisie des données scannées au compte final de logiciels soumis à licence en passant par les règles de reconnaissance du catalogue central.**

**C'est une compréhension indispensable à l'utilisateur lorsqu'il doit démontrer la validité des informations et résultats aux auditeurs.**



## Bilan de conformité : quel est le point de vue de l'auditeur ?

**L'attribution manuelle** des licences et droits d'utilisation effectuée par l'équipe d'audit lors d'un bilan de conformité est susceptible de contenir des erreurs humaines. Des erreurs peuvent par exemple être commises dans l'application des règles de traitement des packs logiciels, d'identification des systèmes de test ou de traitement des grappes serveur. Et ce, d'autant plus que les données sont traitées manuellement par l'auditeur. De plus, la pratique de l'auditeur suit certaines normes, au sens de lignes directrices et de principes, qui sont définies et appliquées pour favoriser l'éditeur. Par exemple, les accords de maintenance ne sont souvent pris en compte que si la licence de base est également disponible.

**Tout cela signifie** qu'il est essentiel pour l'entreprise concernée de vérifier et de tester les données fournies par

l'auditeur. Il est ici recommandé de comparer les données de conformité présentées par l'auditeur avec le bilan de conformité établi en interne. Un outil SLM permet d'identifier les sources d'erreurs éventuelles et d'y remédier. De plus, utiliser un outil SLM facilite également l'optimisation des licences. Lorsque plusieurs options de décompte sont possibles notamment : il facilite la comparaison entre les types de décomptes afin d'identifier la solution la plus avantageuse.

**Les résultats de l'auditeur** peuvent être contestés de plusieurs manières afin de renforcer la position de l'entreprise face à l'éditeur. En cas de divergences quant à l'inventaire, dues à des erreurs dans les noms de produit ou à des problèmes d'attribution aux packs logiciels, les entreprises ont une certaine marge de manœuvre dans leurs négociations avec l'éditeur.

## Comment réussir son audit logiciel ?

**La meilleure stratégie de défense** lors d'un audit logiciel consiste à pouvoir vérifier son déroulement et ses conclusions. Or c'est précisément ce que permet l'utilisation d'un outil de gestion des licences logicielles basée sur un catalogue central.

Un tel outil renforce considérablement la position de l'entreprise face à l'éditeur et permet de réellement partir sur un pied d'égalité.

L'auditeur pourrait même décider de ne pas procéder au contrôle de l'entreprise si elle possède un outil basé sur catalogue pour la gestion de ses licences logicielles – ce ne serait pas la première fois.

# Fiche bilan : votre entreprise est-elle prête pour un audit ?

La fiche de travail ci-après a été spécialement conçue pour vérifier si une entreprise est prête pour un audit. L'utilisateur évalue sa préparation pour chaque catégorie d'information.

Cette évaluation prend la forme d'un chiffre indiquant si la proposition est vraie ou fausse : un 1 signifie « Absolument pas », un 6 « Tout à fait ». Ces notes sont ensuite additionnées.

Catégorie	Faux				Vrai	
	1	2	3	4	5	6
Le processus de gestion des licences logicielles est clairement défini. Les rôles et responsabilités pour son application sont clairs.						
L'entreprise est en mesure d'attribuer des droits d'utilisation à chaque licence acquise.						
La saisie de l'inventaire logiciel permet de considérer le produit soumis à licence dans son ensemble afin d'évaluer le besoin en licence.						
Il est possible d'établir des topologies des appareils montrant les relations entre scénarios de virtualisation, grappes, machines-hôte et machines virtuelles.						
On peut facilement savoir quelle application tourne sur quel OS serveur.						
Tous les décomptes de licences peuvent être calculés.						
Les données historiques des licences sont disponibles, ce qui permet d'identifier la licence de base d'origine même après des déplacements ou des mises à niveau.						
Les outils mis en œuvre jusqu'à présent sont entièrement exploités. La qualité des données est contrôlée en permanence et automatiquement.						
La grande majorité des décisions du service informatique et des achats se base sur les données.						
Les licences peuvent être comparées à l'utilisation effective des logiciels et attribuées aux droits d'utilisation correspondants.						
Des bilans de conformité sont établis en interne afin de minimiser le risque d'audit.						
Total						

## Résultats :

Si le score de l'entreprise dépasse les 60, elle est prête à être auditée. La conformité pré-audit est établie.

Un score entre 36 et 60 indique que l'entreprise est dans la bonne dynamique. Il faut absolument envisager l'introduction d'outils adaptés à la SLM.

Un total inférieur à 36 signifie que l'entreprise n'a pas de stratégie de conformité pré-audit. Il faut absolument mettre en place au plus vite des mesures adaptées de processus et d'organisation. La conformité peut être renforcée par l'utilisation d'un outil SLM.